

- La version orale du discours fait foi -

## **Programme politique 2015-2019: „L’UDC – le parti de la Suisse“**

par Christoph Mörgele, conseiller national, responsable du programme politique

**L’adoption du nouveau programme politique par notre parti constitue tous les quatre ans un événement décisif. En définissant nos choix politiques pour les quatre années à venir, nous ne nous intéressons pas à la situation de notre parti et aux avantages que nous pouvons lui offrir, pas plus que nous songeons aux postes et prébendes que peuvent en tirer nos élus. L’unique chose qui nous préoccupe, c’est la situation de la Suisse et de nos concitoyennes et concitoyens.**

### **Un programme pour le bien commun**

Le programme de notre parti ne sert pas en premier lieu les intérêts de l’UDC et de ses membres, mais il vise le bien-être de tout le pays, de la communauté, de chaque citoyenne et de chaque citoyen. Voilà pourquoi nous ne pourrions accepter que nos propres élus, songeant plus à leur carrière qu’à leurs convictions, se donnent des airs importants pour affirmer: „Je ne suis pas engagé pour le programme du parti, mais pour la communauté.“

Nous sommes profondément convaincus que notre programme politique sert le bien commun et uniquement le bien commun, la communauté et seulement la communauté. Contrairement à la gauche, nous ne sommes pas animés par de bas instincts, nous ne sommes pas les animateurs populistes de la jalousie à l’égard des gens performants qui ont du succès. Nous sommes au contraire exigeants à l’égard de nos électrices et électeurs en leur rappelant la devise „On n’a rien sans peine“. La prospérité, la satisfaction et le bonheur ne sont pas des cadeaux tombés du ciel. Non, ils sont le fruit d’un dur labeur et d’un effort constant.

### **Presque que des positions exclusives**

Notre programme politique s’inspire des travaux de commissions spécialisées, de documents stratégiques de l’UDC Suisse ainsi que de suggestions de nos parlementaires fédéraux. Ce qui frappe à première vue dans ce programme, c’est que l’UDC est seule dans presque tous les domaines ou, pour utiliser une expression positive et moderne, l’UDC défend des positions exclusives. Que ce soit en politique extérieure, en politique économique, en matière de sécurité, d’étrangers, d’asile, de religions, de formation, de transport, d’énergie ou encore de médias – nos idées sont différentes de celles des autres partis. Voilà aussi pourquoi on ne cesse de nous interroger, de nous critiquer, de nous attaquer et de nous dénigrer, signe évident qu’on veut à tout prix éviter un débat matériel avec l’UDC.

### **La réalité donne raison à l’UDC**

Cela peut prendre des années, voire des décennies, mais le constat est toujours impressionnant: la réalité donne raison à l’UDC – et cela de plus en

plus souvent, année après année, jour après jour. Et c'est bien ce que les autres partis et les médias ne peuvent nous pardonner: que nous ayons raison, que la réalité confirme la justesse de nos positions.

- Nous avons raison de mettre en garde contre l'erreur de construction intellectuelle qui est à la base de l'UE.
- Nous avons raison de constater que la monnaie euro était purement idéologique et sans fondement économique.
- Nous avons raison de mettre en garde contre la libre circulation des personnes et l'immigration de masse qu'elle allait entraîner.
- Nous avons raison en prédisant que l'accord de Schengen ne fonctionnerait pas et qu'il accroîtrait l'insécurité.
- Nous avons raison en annonçant – et nous étions seuls à le faire – que la nouvelle loi sur l'assurance-maladie allait provoquer une hausse des primes.
- Nous avons raison en affirmant que des milieux islamistes enclins à la violence représentaient un danger public. Les tragiques événements de France l'ont confirmé.
- Nous avons raison en mettant en garde contre la politique socialiste de la redistribution – aujourd'hui des experts proches du PS et le quotidien „Tages-Anzeiger“ sont contraints de constater que la population laborieuse de la classe moyenne était la principale victime de la politique socialiste.
- Nous avons raison en dénonçant les abus sociaux, les faux invalides et les bureaucrates du social. Nous avons raison, car le socialisme ignore la responsabilité et sa politique consiste en une répartition égale de la misère!

### **Plus près de la réalité de la vie**

Le brouillard se lève. Aujourd'hui on peut discuter de manière plus détendue sur des thèmes qui nous ont autrefois valu des attaques. Mais cela n'empêche que les tentatives d'isoler l'UDC, le rejet de l'UDC, voire la haine ouverte contre notre parti existent toujours – tout simplement parce que nous avons et que nous avons encore aujourd'hui raison.

Avons-nous obtenu raison parce que nous sommes plus intelligents, plus spirituels, plus perspicaces que les autres? Pas du tout! Ce qui différencie l'UDC, c'est qu'elle est plus proche de la vie réelle, de la réalité des choses. Nous regardons la réalité en face, nous ne construisons pas de châteaux en Espagne en rêvant qu'ils soient la réalité. Nous autres gens de l'UDC, nous sommes plus terre à terre que les autres, plus près de notre base, des hommes et des femmes, des entreprises, des familles, des sociétés. Nos gens savent qu'ils doivent supporter les conséquences des décisions des politiciens. Les cas sociaux ne sont pas répartis entre les bureaux de l'administration fédérale, mais ils doivent être supportés par les communes. La masse de faux réfugiés ne traîne pas dans la salle du Conseil fédéral, mais dans les rues et sur les places de nos villages et de nos quartiers.

C'est à ce niveau que l'UDC doit assumer une tâche ingrate, mais éminemment patriotique. Car l'UDC est au fond le seul parti qui regarde la réalité en face, qui pose les problèmes ouvertement. Voilà aussi la seule manière d'aboutir à des solutions. Pendant que les autres préfèrent jacasser

partout dans le monde, l'UDC s'efforce de mettre de l'ordre dans notre maison. Car la véritable responsabilité ne peut être assumée que là où les compétences sont précisément définies. Notre mandat est clair et net – également pour les quatre années à venir. Notre mandat, c'est la Suisse.